

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BOGOTÁ

N° 14 – 13 avril 2023

En bref

Fin mars, le Dollar étatsunien (USD) s'échangeait contre 24,5 Bolivars (VES), la devise vénézuélienne conséquence d'une dépréciation de 28 % depuis le début de l'année 2023. Au 1^{er} janvier, le rapport VES/USD atteignait 17,5. La hausse du prix de l'USD a connu une certaine stabilité entre fin février et début mars, stabilité jugée « circonstancielle » par les experts (échéances fiscales, dues en VES, limitant la demande d'USD). La dévaluation impacte fortement le pays puisque la majorité des biens et services se payent en USD. Les salariés du secteur publics et les retraités, dont la pension mensuelle est fixée à 130 VES (soit désormais 5,3 USD vs. 7,4 USD début 2023), sont ceux qui en pâtissent le plus.

LE CHIFFRE À RETENIR

28 %

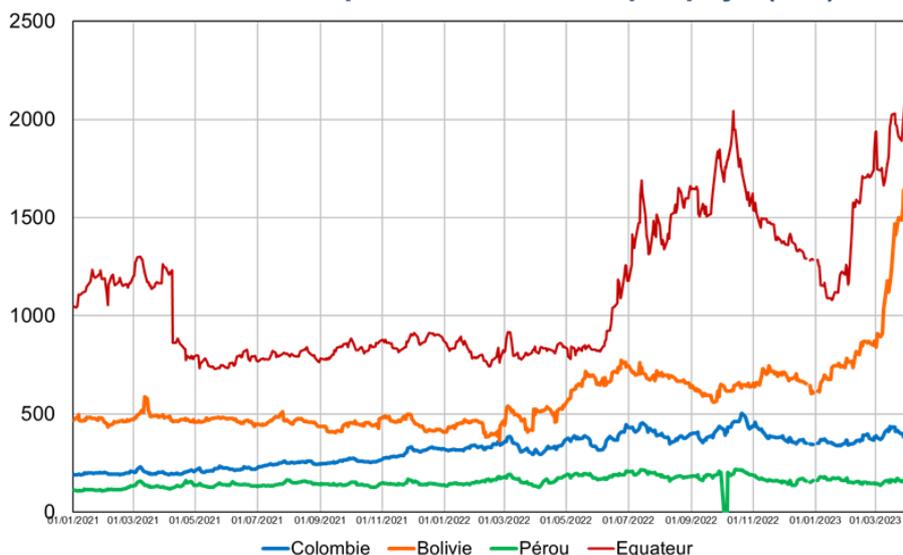
C'est la dépréciation du Bolivar vénézuélien face au Dollar étatsunien pendant le premier trimestre de 2023.

Zoom sur : Les *spreads* souverains de la zone andine.

Les *spreads* souverains de l'Equateur et de la Bolivie connaissent des hausses significatives ces derniers mois.

Source : ICE Bank of America via DataInsight
Graphique : Bureau Macro3, DG Trésor

Evolution des *spreads* souverains par pays (ICE)



Variant en fonction de l'estimation de la solvabilité d'un Etat et des anticipations des investisseurs, les *spreads* sont l'indicateur idoine de la perception du risque par les investisseurs. Les *spreads* de la Colombie et du Pérou restent relativement stables depuis le début de l'année 2023 (resp. 375 points et 160 points fin mars, soit resp. +7 % et -1 % au T1).

Cette tendance confirme la résilience de

l'économie péruvienne qui n'inquiète pas les investisseurs outre mesure, malgré la crise politique touchant le pays depuis début décembre. En revanche, les *spreads* de l'Equateur connaissent une nouvelle hausse significative depuis janvier après avoir connu une accalmie sur le T4 2022 (2014 points fin mars, +57 % au T1). Les *spreads* boliviens sont désormais en passe de rejoindre les équatoriens avec une hausse très rapide depuis le début de l'année (1 782 points fin mars, +190 % au T1), d'autant plus marquée dans le dernier mois en raison de la crise monétaire et financière affectant le pays en raison de l'épuisement des réserves en devises de la Banque centrale.

BOLIVIE

Face à l'utilisation de 90 % de ses Droits de Tirage Spéciaux (DTS), la Banque centrale défend son utilisation pour renforcer la liquidité de ses réserves internationales.

La Banque Centrale de Bolivie (BCB) a rejeté les observations des analystes économiques sur la monétisation des DTS, les qualifiant de politiques. Suite à un nouveau retrait, la Bolivie ne dispose que de 39,1M de DTS (environ 53 M USD) sur les 394,3M alloués, soit un épuisement d'environ 90% des DTS qui composent, en partie, les réserves internationales (avec les réserves d'or et les devises étrangères). Cependant, la BCB a affirmé que cette opération financière avait été réalisée conformément à ses facultés législatives et constitutionnelles et qu'elle permettait de renforcer la liquidité de ses réserves.

Le projet de loi sur l'or divise le Mouvement vers le socialisme (MAS).

Le projet de loi sur l'or « *Ley de Oro* » fait l'objet de divisions internes au sein du *Mouvement vers le socialisme (MAS)*, actuellement au pouvoir. Celui-ci vise à permettre à la Banque centrale de Bolivie (BCB) de vendre l'or faisant partie de ses réserves internationales en échange de Dollars américains afin de renforcer les réserves en devises. Le projet prévoit également d'acheter davantage de métal aux producteurs locaux. L'aile Pro-Morales du MAS craint une déplétion des réserves et exige que toute opération financière de la BCB soit approuvée par

l'Assemblée Nationale. La demande de Dollars dans le pays reste élevée, avec peu de points de vente disponibles, provoquant des protestations. Le Ministre de l'Economie, Marcelo Montenegro, maintient que des Dollars sont disponibles.

COLOMBIE

Croissance de 1,1 % en 2023, selon la Banque Mondiale.

Alors que le dernier rapport des projections économiques en Amérique latine de la Banque Mondiale mentionnait une prévision de croissance à 1,4 % dans la région en 2023, l'organisation prévoit un ralentissement de la croissance, à 1,1 % (-6,4 pts% g.a. vs. 2022) pour la Colombie. Cela reste cependant supérieur à la prévision de la Banque centrale, à 0,8 %. A titre de comparaison, le rapport prévoit une croissance à 2,4 % pour le Pérou (-0,3 pt% g.a.), 1,5 % pour le Mexique (-1,6 pt% g.a.) ou 0,8 % pour le Brésil (-2,1 pts% g.a.).

L'inflation annualisée atteint 13,3 % en mars, selon le DANE.

L'inflation annuelle s'élève à plus de 13,3 % en mars (+4,8 pts% g.a.), selon l'institut statistique national (DANE). Avec une hausse générale des prix de 1,05 % en mars, l'inflation atteint près de 4,6 % au T1 2023 (+0,2 pts% g.a.). Toutefois, la hausse des prix sur les denrées alimentaires et boissons non alcoolisées, tirant vers le haut l'inflation (+21,8 % dans la dernière année) semble ralentir, s'élevant à +0,9 % g.m. en mars. Les tensions inflationnistes semblent s'apaiser progressivement pour atteindre un *maxima* à la fin du premier semestre de l'année, selon les experts.



En février, le chômage a baissé à 11,4 %, selon le DANE.

La Colombie enregistrait 2,8 M de chômeurs au mois de février (11,4 %), soit 365 000 en moins sur un mois (-1,5 pt% g.a.), selon l'institut statistique national (DANE). Parmi eux, 56,6 % sont des femmes. Bien que l'écart d'emploi entre les hommes et les femmes ait augmenté de 0,2 pt% g.a. en février, à 6,4 pts% (8,6 % de chômage pour les hommes et 15 % pour les femmes), le chômage a diminué à la fois chez les hommes et les femmes (resp. -1,7 pt% g.a. et -1,5 pt% g.a.). 552 000 emplois ont été créés, portant à 22,2 M le nombre de personnes occupant un emploi. Les secteurs du transport et du stockage, de la restauration/hôtellerie ainsi que le secteur agricole ont contribué à 85 % des emplois ces 12 derniers mois.

Les réformes du travail et des pensions font par ailleurs débat: plusieurs syndicats affirment que le chômage devrait augmenter avec ces réformes. La Ministre du Travail a critiqué ce constat, l'objectif étant d'éviter une précarisation des conditions de travail et ainsi assurer une meilleure stabilité et la productivité. Pour mémoire, l'informalité atteint 58 % de la population occupée, et constitue une alternative à l'activité formelle et au chômage.

Les investissements chinois ont crû de 318 % en 1 an.

Si les IDE chinois en Colombie atteignaient 83,5 M USD fin 2021, ils s'élevèrent à 265,5 M USD fin 2022 (+318 % g.a.), selon la Banque centrale. Si l'on considère la période 2018-2022, les IDE chinois ont crû de +700 %. Toutefois, et bien que le pays soit le premier investisseur asiatique, la Chine représente moins de 0,5 % des IDE entre 2007 et 2021. Les relations

bilatérales avec la Chine sont jugées comme étant moins marquées en Colombie qu'avec les autres pays d'Amérique du Sud (Brésil, Chili ou Pérou). Les experts mettent en garde contre l'absence de stratégie de l'État visant à mieux tirer parti de relations commerciales jugées encore modestes. Les chiffres pourraient être sous-estimés selon certains experts du fait de l'intermédiaire de paradis fiscaux. La Chine limitait jusqu'en 2014 ses investissements aux secteurs minier et énergétique. Désormais, les IDE du pays-continent touchent notamment et entre autres le secteur des infrastructures (pour lequel d'importants appels d'offres ont été remportés), de la sécurité, des énergies renouvelables.

Les 20 contrats les plus importants du T1 signé par le Gouvernement Petro totalisent 1,5 Md USD.

Entre le 1^{er} janvier et début avril, les vingt contrats les plus importants en montant signés par le Gouvernement Petro cumulent 1,5 Md USD. Le secteur des transports (notamment pour les travaux sur les voies et routes) est le secteur le plus représenté dans ce top 20, avec 6 contrats représentant au total plus de 322 M USD. Suivent le secteur des logements, villes et territoires (294 M USD), de la planification (244 M USD), de l'éducation (222 M USD), de la défense et la police (217 M USD), de l'agriculture (168 M USD) et enfin de la justice et du droit avec un contrat (50 K USD).



EQUATEUR

L'Équateur et la Corée du Sud annoncent le succès des négociations commerciales.

Le Gouvernement équatorien a annoncé la conclusion avec succès des négociations techniques avec la Corée du Sud, au bout de neuf rondes de négociation, en vue de la signature d'un accord de libre-échange. Cet accord devrait permettre un accès préférentiel au marché chinois de 96% des produits équatoriens actuellement exportés vers la Corée, essentiellement : fleurs, crevettes et les produits agroalimentaires. Les exportations équatoriennes vers la Corée pourraient atteindre 367 M USD, selon la fédération équatorienne des exportateurs, contre près de 90 M USD en 2022.

Attribution officielle des projets du bloc d'énergies renouvelables ERNC.

Le Ministère de l'Énergie et des Mines a attribué officiellement une dizaine de projets d'énergies renouvelables (éoliens, photovoltaïques et hydriques) dans le cadre de l'appel d'offres du «*Bloque de Energia Renovable No Convencional -ERNC*» de 500 Mw, qui requerront des investissements de l'ordre de 689 M USD. Parmi les entreprises attributaires figurent des entreprises locales, espagnoles, mexicaines ainsi que les Françaises **Neoen** et **Total Eren**.

GUYANA

Le FMI revoit les perspectives de croissance du pays à la hausse.

En dépit de l'inflation mondiale, le FMI prévoit une croissance de l'économie guyanienne à 37,2% en 2023 alors que les prévisions précédentes la situait autour de 25,2%. Cette révision serait due à la production de pétrole brut attendue excédant les prévisions initiales. La croissance devrait atteindre 45,3% en 2024 et retrouver un niveau plus modeste, à 3,3%, à horizon 2028, selon le rapport du FMI sur les perspectives économiques mondiales. Ces chiffres placent la croissance du Guyana très largement en 1^{ère} position au niveau mondial. Le Fonds semble plus optimiste en termes de prévisions de croissance que le Ministère des Finances (25,1% en 2023) ou la Banque Mondiale (25,2% en 2023).

Les investisseurs sont les bienvenus pour l'exploitation du lithium et autres terres rares.

Le Ministre des Ressources naturelles, Vickram Bharrat a indiqué récemment que des quantités de lithium (servant à la fabrication de batteries) et de cuivre (pour les panneaux solaires) seraient toujours exploitables au Guyana. Un inventaire de minéraux devrait être réalisé et des entreprises auraient déjà manifesté leur intérêt à aider le gouvernement à le réaliser.



Le projet de transformation du gaz en énergie (*gaz-to-shore project*) devrait permettre d'économiser entre 150 M USD et 200 M USD annuellement.

Le Ministre des Ressources naturelles du Guyana, Vickram Bharrat, a par ailleurs expliqué que le Guyana devrait bénéficier de l'économie de 150 M USD à 200 M USD une fois le projet mis en œuvre, via la diminution de la facture d'importation de carburant pour le pays, actuellement utilisé pour la génération d'électricité. Le gouvernement envisage d'implanter le projet à Wales, sur la rive ouest de Demerara (WBD) en vue de développer cette région qui a été durement touchée par la fermeture de ses exploitations sucrières en 2017. Ce projet, consistant en la construction de 225 km de gazoduc – dont 200 km sous-marin – à partir du bloc *Stabroek* au large du pays, a un coût estimé à 760 M USD prévus dans le budget du gouvernement et par le biais de financements.

Le 3^{ème} navire de production FPSO *Prosperity* est arrivé.

Le navire flottant de production, stockage et déchargement de pétrole (FPSO) *Prosperity*, estimé capable de produire plus de 220 000 bpj et pouvant stocker plus de 2 M de barils, est arrivé au Guyana, et démarrera la production pour *ExxonMobil* du champ Payara dans le bloc *Stabroek* dans le courant de l'année. Il rejoint les deux autres FPSO, *Liza Destiny* et *Liza Unity*, produisant actuellement plus de 380 000 bpj. Ainsi la production attendue en 2024 est de 600 000 bpj.

Les enchères pour les blocs pétroliers sont prolongées jusqu'au 15 juillet.

Initialement prévue pour la mi-avril, la vente aux enchères pour les nouveaux blocs pétroliers du pays sont prolongées jusqu'au 15 juillet en raison du fort intérêt international. Entre-temps, la réforme sur la loi sur l'exploration et la production de pétrole se poursuit, ainsi que la finalisation du modèle d'accord de partage de la production (PSA), dont un projet a été récemment publié.

Intensification des relations bilatérales avec le Royaume-Uni.

Alors que le Guyana est le plus grand partenaire commercial du Royaume-Uni dans les Caraïbes, les relations commerciales entre les deux pays s'intensifient. En 2022, le commerce bilatéral a crû de 45,9 % par rapport à 2021. Dans ce cadre, la Chambre de Commerce britannique au Guyana a été inaugurée et David Rutley, sous-secrétaire d'État parlementaire du Royaume-Uni pour la région ALC, et Mark Phillips, Premier Ministre du Guyana, se sont engagés à ce que leurs gouvernements respectifs favorisent la croissance économique et le partenariat entre les deux nations. En outre, la compagnie *British Airways* a commencé ses vols réguliers à destination du Guyana depuis le Royaume-Uni, à raison de deux fois par semaine avec une escale à Sainte-Lucie.



PEROU

L'entreprise Canadienne *Macusani Yellowcake* autorisée à explorer le lithium.

Le Gouvernement péruvien s'apprête à accorder les permis d'exploration de lithium à l'entreprise *Macusani Yellowcake* pour débiter les travaux de forage dans la région de Puno, frontalière de la Bolivie. Le Ministre de l'Énergie et des Mines, Oscar Vera, a précisé que les autorisations seront finalisées dans les deux prochains mois. Il a également indiqué que le lithium péruvien semble ne pas contenir d'uranium, ce qui faciliterait son exploitation sans risque de contamination.

La *SNI* demande à l'*Indecopi* de considérer les risques de concentration de la distribution électrique à Lima en cas d'acquisition des actifs d'*Enel* par *China Southern Power Grid*.

La *SNI* (*Société nationale des industries*) s'inquiète de la concentration de la distribution électrique à Lima à la suite du projet de vente de la participation de *Enel Perú* à la société *China Southern Power Grid (CSGI)* pour un montant de 2,9 Mds USD. En effet, cette vente conduirait à ce que les acteurs chinois aient le contrôle de 100 % du marché de la distribution électrique à Lima (et 33 % au niveau national), à la suite de l'acquisition en 2020 de la compagnie « *Luz del Sur* » par *China Three Gorges (CTG)* pour 3,9 Mds USD. La *SNI* a appelé l'*Indecopi* (Institut national de la concurrence et de la protection de la propriété intellectuelle) à analyser la situation. Elle a également mis en garde contre les risques de tarifs d'électricité excessifs.

SURINAME

Vent de mesures monétaires et budgétaires pour stabiliser le taux de change.

Le Président du Suriname, Santhoki, a annoncé un ensemble de mesures monétaires et fiscales pour stabiliser le taux de change, principalement :

- Lutte contre l'illégalité dans le commerce de devises étrangères et les bureaux de change;
- Renforcement de la supervision des banques, des bureaux de change, de la réglementation des marges de change;
- Obligation de présentation d'un justificatif pour l'achat de devises étrangères;
- Ajustement du taux de réserve de trésorerie en SRD pour renforcer la direction de la Banque centrale du Suriname (CBvS);
- Lancement d'un instrument d'investissement en SRD basé sur la valeur en plus des dépôts à terme et des Opérations d'*Open Market* (OMO);
- Meilleure transmission des taux d'intérêt pour rendre l'épargne en SRD attrayante;
- Mesures supplémentaires pour la mise en œuvre de la TVA;
- Ajustement des loyers fonciers, pour une collecte estimée à 27 M USD;
- Ajustement des prix de l'exportation du bois et du poisson (pour une collecte estimée à 3 M USD);
- Approbation des droits de concession (de 4,5 % à 5,5 %) pour l'exploitation de l'or, du bois et du sable;
- Marges bénéficiaires sur les produits de base ramenée de 25 % à 10-15%.



En outre, le Président a expliqué que les subventions pour le programme social et la distribution de denrées alimentaires continuent avec 33 M USD prévus cette année dans le cadre d'un projet de 4 ans financé par la BID à hauteur de 30 M USD.

L'un des grands points d'attention de ces mesures concernant les OMO. Une lettre d'intention avait été signée avec le FMI par le Président du Suriname et les autorités monétaires couvrant, entre autres, la nouvelle politique monétaire et de change selon laquelle les taux d'intérêt et les taux de change devraient être fixés en fonction du marché, par le biais de l'offre et de la demande (OMO). Cette dernière a suscité plusieurs critiques et provoqué de la confusion au sein de la population selon la CBVs, qui a tenu à expliquer le fonctionnement des OMO et affirmer qu'elles auraient eu pour effets de limiter la dépréciation du SRD et l'inflation.

Le Gouvernement veut relancer le secteur de la bauxite.

Un appel d'offres devrait être lancé pour attirer des investisseurs potentiels pour des projets **Greenfield** pour lesquels de nombreuses données sont déjà disponibles.

VENEZUELA

Baisse des prévisions de croissance du FMI, qui prévoit une poussée inflationniste en 2023.

Le nouveau rapport du Fonds Monétaire International (FMI) sur les perspectives économiques mondiales estime que la région Amérique Latine connaîtra une croissance de 1,6 % en 2023, soit 0,2 pts% de moins que prévu, et loin de la croissance de 4 % de 2022. Pour le Venezuela, le Fonds a abaissé la prévision de croissance de 6,5 % à 5 % pour 2023, et à 4,5 % en 2024. Il prévoit une inflation à 400 % pour 2023 et à 200 % pour 2024. Toutefois, le FMI souligne la difficulté de collecter des données, limitant grandement la fiabilité de projections.

La Banque centrale du Venezuela (BCV) est intervenue sur les marchés à hauteur de 70 M USD le 10 avril dernier.

Avec cette nouvelle intervention, le cumul des interventions de la BCV depuis début 2023 atteint 1,2 Mds USD, soit une augmentation d'environ 13,7 % par rapport aux 1 Md USD qu'elle avait placés au cours de la même période l'année dernière. L'économiste et socio-directeur d'*Ecoanalítica*, Asdrúbal Oliveros, a déclaré qu'en raison de l'amélioration de la trésorerie du gouvernement due à la perception des recettes pétrolières, il pourrait être en mesure de maintenir le taux de change stable au cours des prochaines semaines.



L'Observatoire Vénézuélien des Finances (OVF) indique que l'inflation en mars 2023 a atteint 4,2 %.

Selon le rapport mensuel de l'OVF, l'inflation en mars 2023 s'est élevée à 4,2 %, ce qui représente une amélioration par rapport aux 40 % et 20,2 % enregistrés en janvier et février, respectivement. Le taux annualisé reste cependant très élevé (501 %). Le taux cumulé en 2023 s'élève fin mars à 67,7 %. Les secteurs qui ont connu les plus fortes hausses sont : les services avec 14,6 % ; les restaurants et hôtels avec 13,6 % ; les biens et services avec 7 % ; les services de communication avec 6,5 %.

La production pétrolière augmente au mois de mars.

Selon les chiffres envoyés par le Gouvernement vénézuélien, la production pétrolière a augmenté 50 000 bpj en mars, ce qui contraste avec le chiffre obtenu par les sources secondaires qui indique une augmentation de seulement 2 000 bpj. Le prix de référence du brut vénézuélien (Meruy) a perdu un 7,6 % de sa valeur en passant de 62 USD en février à 57 USD le baril en mars.

Le Ministre du Pétrole iranien, Javad Owji, s'est rendu au Venezuela.

Le Ministre iranien du Pétrole et sa délégation sont en visite à Caracas du 11 au 14 avril. Le but est d'examiner les accords stratégiques à 20 ans dans différents secteurs, y compris celui de la coopération énergétique, signés en mai dernier lors d'une visite du président Maduro à Téhéran.

La compagnie aérienne colombienne Satena ouvre une route Barranquilla-Caracas.

En raison des bons résultats de la route Bogotá-Caracas (deux vols hebdomadaires et trois à partir du 7 mai), la compagnie aérienne *Satena* a annoncé une nouvelle liaison entre Caracas et Barranquilla à partir du 8 mai. La fréquence sera de deux jours par semaine.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	49,1
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international